Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 21325 - 79EME ANNÉE

Chaque année, un ministre de l'Éducation nationale fait 10000 kilomètres pour faire des annonces générales lors de la rentrée

La Réunion banc d'essai pour la rentrée médiatique du gouvernement

En France, la rentrée scolaire est prévue le 4 septembre. A La Réunion, elle a eu lieu le 17 août en présence du ministre de l'Éducation nationale qui a fait quelques annonces et évoqué certains thèmes. La Réunion était-elle, pour Paris, un banc d'essai pour préparer la séquence médiatique de la rentrée scolaire en France ? N'est-ce pas ce qui explique pourquoi chaque année un ministre de l'Éducation nationale vient à La Réunion pour la rentrée scolaire ?

Bien que La Réunion soit une île tropicale dans l'hémisphère Sud, son calendrier scolaire est quasiment identique à celui de la France, un pays au climat tempéré de l'hémisphère Nord. D'année en année, le calendrier scolaire de La Réunion se rapproche de celui de la France. Les grandes vacances ont maintenant lieu en hiver plutôt qu'en été. La rentrée a donc lieu en pleine période hivernale, deux semaines avant celle qui concerne les élèves et encadrants de l'Éducation nationale en France.

Priorité aux questions générales et pas spécifiques à La Réunion

En France comme à La Réunion, les programmes scolaires sont identiques, tout comme la langue d'enseignement. Cette particularité a sans doute fait de la rentrée scolaire dans notre île une étape obligée pour une visite officielle annuelle du ministre de l'Éducation nationale.
Son programme officiel ne concernait pas les causes spécifiques de l'échec scolaire à La Réunion et les moyens d'y remédier. Il était consacré à des thèmes généraux. La lutte contre le harcèlement scolaire et le numérique à l'école entre autres sont des sujets qui concernent n'importe quelle école en France.
Pour les annonces, la plupart portaient sur des questions qui touchent l'ensemble des établissements relevant de ce ministère, comme l'augmentation globale du nombre des AESH.

Préparer l'opération de communication de la rentrée à Paris

Ceci amène à s'interroger sur un des objectifs de cette visite. La Réunion n'est-elle pas perçue par Paris comme un moyen de tester deux semaines à l'avance les mesures qui seront présentées lors de l'opération de communication du gouvernement portant sur la rentrée scolaire en France ?
D'une part, le système éducatif est le même qu'en France, d'autre part la rentrée scolaire a lieu deux semaines avant la France où elle est également un événement touchant toutes les familles. Ce sont autant de données qui plaident pour faire de La Réunion un banc d'essai pour tester la communication du gouvernement en matière de politique éducative.

Le 4 septembre, le ministre de l'Éducation nationale sera en visite officielle dans un établissement scolaire en France pour la rentrée. Sans doute parlera-t-il de harcèlement scolaire, du numérique à l'école et fera-t-il à nouveau les mêmes annonces. Si ce n'est pas le cas, alors le test de La Réunion n'aura pas été concluant.

M.M.

Les locaux de l'Humanité cambriolés

Solidarité avec la rédaction de l'Humanité

La rédaction de Témoignages vient d'apprendre que les locaux du journal L'Humanité ont été cambriolés le 17 août matin. Tous les collaborateurs tiennent à apporteur leur soutien aux journalistes et à la direction menée par Fabien Gay, sénateur de Seine-Saint-Denis.

Les locaux de la rédaction du quotidien L'Humanité, situés à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), ont été cambriolés jeudi 17 août dans la matinée. Une cinquantaine d'ordinateurs ont été volés ainsi que du matériel vidéo et des téléphones portables contenant des données sensibles sur des personnalités politiques.
Selon le parquet de Bobigny et des sources proches de l'enquête, les faits se sont déroulés peu après 6h dans un immeuble situé dans le quartier Pleyel à Saint-Denis. Trois individus, vêtus de tenues d'ouvriers, ont cassé une vitre située au rez-de-chaussée pour pénétrer dans l'immeuble de cinq étages.
Cet immeuble abrite plusieurs entreprises, selon des sources proches de l'enquête. « Tous les étages comportant différentes sociétés ont été visés », a précisé le parquet de Bobigny, dont le Syndicat national des cheminots et activités complémentaires de la CFDT et une société d'ingénierie où du matériel informatique a également été dérobé.

Données sensibles volées

La rédaction du quotidien de gauche fondé en 1904 par Jean Jaurès occupe deux étages de cet immeuble. Une cinquantaine d'ordinateurs ont été volés ainsi que du matériel vidéo et des téléphones portables, selon des sources proches de l'enquête.
Les ordinateurs contiennent des données sensibles concernant des personnalités politiques dont le président de la République, Emmanuel Macron. Les ordinateurs ne semblent pas cryptés ou protégés a appris Le Figaro d'une source policière.
« Il n'y a pas d'impact sur le tirage du journal », a indiqué à l'AFP la direction de L'Humanité, précisant qu'« un point précis du préjudice est en cours d'évaluation ». L'enquête a été confiée à la police judiciaire de Seine-Saint-Denis. Les caméras de surveillance de l'entreprise ont été « inclinées » lors du cambriolage rendant alors les images inexploitables.

« Un préjudice conséquent »

Directeur de la publication, Fabien Gay, a évoqué « un préjudice conséquent en pleine préparation de la Fête de l'Humanité et du lancement de notre nouveau site le 15 septembre. » « Nous appelons à la solidarité de toutes et tous ! », a écrit l'élu communiste sur les réseaux sociaux.
De son côté Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français, a dénoncé « une attaque majeure contre le travail de la presse et au-delà, à notre démocratie ».
« J'adresse tout mon soutien aux journalistes, salariés et à mon ami Fabien Gay. Nous appelons à la solidarité financière la plus large avec le journal. Nous appelons à la solidarité financière la plus large avec le journal », a-t-il ajouté.
La Fête de l'Humanité a été créée en 1930 par Marcel Cachin, le directeur du journal, afin d'obtenir des fonds pour le média. Historiquement rattachée à la gauche française — avec un lien particulier avec le Parti Communiste Français —, la fête est depuis devenue un rendez-vous incontournable pour les associations, syndicats et l'ensemble des partis politiques de gauche.
Sa dimension culturelle est à souligner avec la présence chaque année de nombreux artistes. Cette année, la Fête de l'Humanité se déroule du 15 au 17 septembre à Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.
Le Parti Communiste sera présent à cet évènement, ainsi que des représentants de Témoignages, qui réitère ici son soutien et sa solidarité aux collègues de l'Humanité.

Le monde change avec l'Occident comme spectateur

BRICS 2023 : 41 pays ont déjà confirmé leur participation

Cette année, tous les regards seront tournés vers le 15e sommet du groupe BRICS, réunissant les principales économies en développement du monde — le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud — à un moment où ils mènent la marche vers un ordre mondial multipolaire, une manière de défier la domination occidentale.

L'Afrique du Sud, en tant que présidente tournante des BRICS, se prépare à accueillir le 15e Sommet des BRICS au Sandton Convention Center de Johannesburg du 22 au 24 août 2023, sous le thème : « BRICS et l'Afrique : Partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable, et multilatéralisme inclusif ».

L'importance de l'événement de haut niveau qui réunira les principales économies en développement du monde, collectivement connues sous le nom de BRICS — un acronyme pour le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, n'est pas exagérée. Le premier sommet BRICS en présentiel depuis la pandémie de COVID-19 intervient alors que les États membres ont étendu leur influence politique et augmenté leur part dans le PIB mondial, surpassant le G7.

En outre, la montée des BRICS a démontré la possibilité d'un transfert de pouvoir du Nord vers le Sud, le bloc annonçant le déclin des États-Unis en tant que superpuissance unipolaire.

Quels pays participent ?

Les chefs d'État ou de gouvernement des cinq États membres — Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud — participeront cette année au sommet BRICS 2023.

En conséquence, figurent sur la liste le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui a pris la présidence tournante du groupe en janvier, le président chinois Xi Jinping, le président brésilien Lula da Silva et le Premier ministre indien Narendra Modi. Le président russe Vladimir Poutine n'assistera pas au rassemblement en personne, mais devrait participer au sommet par liaison vidéo.

Le discours en ligne du président Poutine au sommet des BRICS en Afrique du Sud devrait avoir lieu le 23 août, selon Anil Sooklal, l'envoyé sud-africain des BRICS.

Qui sont les invités aux BRICS 2023 ?

Le président sud-africain a « invité (avec le soutien consensuel de ses collègues dirigeants du BRICS) 67 dirigeants d'Afrique et du Sud à assister aux dialogues BRICS-Africa Outreach et BRICS Plus. Les dirigeants couvrent tous les continents et régions du Sud global », a déclaré la ministre sud-africaine des Affaires étrangères Naledi Pandor plus tôt en août. Vingt autres représentants d'organisations internationales ont également été invités, a indiqué le ministre.

« Le Président a également invité vingt personnalités parmi lesquelles le Secrétaire général des Nations Unies, le Président de la Commission de l'Union africaine, le Président de la Nouvelle Banque de développement, les présidents et chefs de secrétariat des Communautés économiques régionales africaines, les institutions financières, et le secrétaire général du Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine et PDG de l'Agence de développement de l'Union africaine », indique le communiqué.

Actuellement, 41 pays ont confirmé leur participation, et d'autres sont attendus.

Aucun dirigeant occidental n'a été invité.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

L'ékol La Rényon : lékol la réissite ? Néna ankor pou kozé la dsi !

Mézami, la rantré l'arivé é toudinkou l'ékol i okipe lo promyé plan noute laktyalité. Bann zoinalist i intéroz é i intéroz ankor demoune konm ou, konm mwin é in pé i profèr fèrm zot také, in pé i rouvèr ali an gran pou di sak néna dann zot kèr épi dann zot tète souvan défoi in mélanz la kouyoniss avèk tazantan in zéklèr lintélizanss i krèv l'ékran.

Sé konmsa ke dann in télé banna i intéroz in moune dsi sak li atann pou la rantré é lo moune i réponn… pa dé shoz orizinal mé son bann zidé ali, épi son bann zopinyon dsi sak li atann pou la rantré… Momandoné lo zoinaliss i domande lo moune si li panss lékol la Rényon sé in réissite é lo moune i réponn non. Biensir i domann ali pou kossa li di sa é oila kossa li réponn :

Toultan ké lékol la Répiblik nora pa gingn rékonssilyé avèk la lang é la kiltir rényonèz, i gingn ar pa dir lékol La Rényon sé lékol la réissite… Mi panss, konm mwin, zot i konpran koman son réponss lé konplèks. Lékol la Répiblik ziska zordi la zamé éssèye viv an armoni avèk noute lang épi noute kiltir. Ni pé mèm dir li la zamé gingn ansèrv noute lang épi noute kiltir pou amenn anou in pé pliss dann shomin la konéssanss.

Astèr si mi romète an mémoir sak mi antan dopi dé z'ané é dé z'ané — san k'i ariv ! — dsi lo bilingism franssé-kréol dann lo sistème édikatif La Répiblik issi la Rényon, mwin pèrsonèlman kan mi gingn in pti plass pou rakokiyé, mi oi pa sa konm in plass a par antyèr k'i mérite amwin.

-Mi rapèl kan lo sistème édikatif La Répiblik la ansèrv la lang épi la kiltir franssé pou détrui noute kréol rényoné baz noute kiltir rényonèz san vnyabou bien sir.

-Mi rapèl ossi lo tan la rantrouv la porte lo sistème édikatif franssé pou kite noute rényonèzté rantré a domi, mé avèk pliss frin é akssélératèr.

-Mi panss sirtou koméla lo gran l'ékar rante lo diskour épi la réalité. Biensir ofisyèlman i done lo kréol épi la kiltir rényonèz, épi lo kréol konm lang pou konprann lo monde toute la plass i mérité ali. An parol solman, mé pa dann l'akssyon pédagozik. Sé pou sa, mi panss mi konpran sak lo moune mwin la tandi kozé, la di dann télé.

Mi panss mi konpran ali.

A bon antandèr salu !

Justin